

Antiterrorisme: Les Américains (trop) optimistes ?

Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) représente la principale menace terroriste dans le Grand Sahara et la région du Sahel, selon un rapport sur le terrorisme récemment publié par le département d'Etat américain.

L'analyse du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord dans les Rapports nationaux 2009 sur le terrorisme, publiés le 5 août, montre qu'AQMI est essentiellement actif à partir du nord-est de l'Algérie et du nord du Mali. Les membres d'al-Qaida se sont déplacés dans le Maghreb arabe et au Sahel, notamment entre le Mali, le Niger et la Mauritanie pour monter leurs attaques.

Les rançons versées pour la libération d'otages étrangers enlevés ont assuré à AQMI sa principale source de financement, souligne ce rapport. Bien que les gouvernements de la région aient tenté par le passé de lutter eux-mêmes contre AQMI, ils ont encore besoin d'une aide étrangère pour renforcer leurs capacités militaires et policières, indique cette analyse.

Les opérations d'AQMI le long de "frontières sous-gouvernées" constituent toutefois "un défi" aux réponses des États, a indiqué l'ambassadeur itinérant Daniel Benjamin, coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat, lors d'une conférence de presse organisée le 5 août à Washington.

Benjamin a appelé les États de la région du Maghreb arabe et du monde entier à adopter une "politique sans concession" vis-à-vis des ravisseurs, afin de pouvoir mettre un terme aux flux de financement.

Les opérations des services de sécurité algériens et le rejet du terrorisme par l'opinion publique "ont réduit l'efficacité globale d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) ces deux dernières années", souligne ce nouveau rapport.

"Les forces algériennes de sécurité ont fait un excellent travail [pour la défense] de l'Algérie et en conséquence, al-Qaida au Maghreb islamique est contraint de se retirer plus au sud, dans le Sahel : Mauritanie, Niger et Mali... y augmentant le

nombre des attentats", a indiqué le vice-directeur du Centre national antiterroriste Russ Travers lors de cette conférence de presse.

Réduction des attentats terroristes en Algérie

Ce rapport souligne une réduction dans le nombre d'attentats terroristes de grande ampleur en Algérie en 2009, bien que les activités terroristes de faible niveau subsistent dans les zones rurales sous la forme de bombes artisanales et d'embuscades contre les forces de sécurité.

Ce document souligne que le Groupe salafiste pour le prêche et le combat, le GSPC algérien, qui se fait désormais appeler al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), ne dispose d'aucun soutien dans les populations.

Par suite de ses carences de recrutement, AQMI a dû travailler d'arrache-pied pour tenter de remporter la bataille des médias, comme l'a montré la capacité de l'organisation à mener une attaque et à en revendiquer la responsabilité par un communiqué dans les heures qui suivent.

Ce rapport souligne la nécessité pour les forces algériennes de sécurité de s'adapter continuellement aux tactiques changeantes d'AQMI.

Les efforts de l'Algérie pour lutter contre les activités terroristes ont également été soulignés dans ce rapport. Alger a récemment accueilli une réunion des chefs d'état major militaire du Mali, de Libye, de Mauritanie et du Niger pour mettre en place une stratégie régionale antiterroriste et créer un centre de commandement régional à Tamanrasset. De plus, le gouvernement algérien a mis en place un programme visant à embaucher 100 000 nouveaux policiers et gendarmes, à renforcer les frontières et la sécurité dans les aéroports et à augmenter la présence sécuritaire globale dans les principales villes.

AQMI constitue la principale menace terroriste en Mauritanie, estiment les analystes. Ce rapport passe en revue un certain nombre d'attentats qui ont visé des intérêts étrangers et des ressortissants nationaux en 2009, dont le plus important a été l'attentat suicide à proximité de l'ambassade de France à Nouakchott.

La part du Maroc

Concernant le Maroc, le document affirme que le gouvernement poursuit une approche antiterroriste globale qui met l'accent sur la neutralisation des cellules terroristes existantes par le travail traditionnel des services de renseignement, par des mesures de sécurité préemptives et par la collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux.

En s'appuyant sur le rejet du terrorisme dans l'opinion publique, le gouvernement marocain s'attache à réduire l'extrémisme, à dissuader les individus d'adopter des attitudes radicales et à promouvoir des points de vue religieux modérés et pacifiques.

Antiterrorisme: Les Américains (trop) optimistes ?

États Unis / Maghreb

Suite de la page 22

Le Maroc s'est également intéressé au financement du terrorisme et aux opérations de blanchiment d'argent par le biais de l'Unité de renseignements financiers créée en avril 2009.

Les autorités marocaines ont pu démanteler plusieurs cellules terroristes. Mais, précise ce rapport, la seule présence de ces groupes souligne la nécessité de continuer à être prudent et vigilant.

Le rapport indique que le gouvernement tunisien a fortement mis l'accent sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Outre la mise en place de mesures de sécurité et l'application de la loi, le gouvernement utilise également des programmes sociaux et économiques, notamment la santé et l'éducation publique, pour améliorer les situations que les terroristes exploitent pour leur recrutement et leur propagande.

Coopération de la Libye

Quant à la Libye, le département d'État note que le gouvernement libyen continue de coopérer avec les États-Unis et la communauté internationale pour combattre le terrorisme et son financement, après la décision de Tripoli de renoncer au terrorisme et à ses programmes d'armes de destruction massive.

Le rapport analyse les déclarations du Président malien Amadou Toumani Touré le 20 juillet 2009, lorsqu'il a confirmé que la Libye, l'Algérie et le Mali envisageaient des efforts militaires et de renseignement conjoints pour lutter contre les menaces à la sécurité liées à AQMI dans la région transsaharienne.

Il souligne la réconciliation de la Libye et les efforts de réhabilitation lancés par la Fondation Kadhafi pour le développement pour convaincre le Groupe combattant islamique libyen (GICL), auparavant affilié à al-Qaïda, de renoncer à la violence et au terrorisme. Six membres importants du GICL, détenus dans la prison d'Abou Salim, ont publié un document dans lequel ils affirment renoncer à la violence et vouloir adhérer à une théologie islamique plus saine.

Ce rapport indique que ce document de 417 pages du GICL, intitulé "Études révisionnistes des concepts du djihad, vérification et jugement du peuple", donne des interprétations détaillées de "l'éthique et la morale du djihad". Il comprend le rejet de la violence comme moyen de changer les situations politiques dans les pays à majorité musulmane dont les dirigeants sont musulmans, et condamne le meurtre de femmes, d'enfants, de personnes âgées, de religieux, etc. Réduire la notion de djihad à la lutte au sabre est une erreur, ajoute-t-il.

Le rapport du département d'État américain ajoute que les autorités libyennes ont libéré quelque 144 anciens membres du GICL et 60 membres d'autres groupes djihadistes de prison après qu'ils eurent achevé leur programme de réhabilitation.

Enfin, ce rapport indique que le Partenariat antiterroriste transsaharien (TSCTP) a réussi à renforcer les capacités des pays de la région du Sahara et du Sahel et à coordonner les efforts, malgré quelques revers politiques enregistrés au fil des années par suite de coups d'État, de rebellions ethniques et de

mesures extra-constitutionnelles.

Le TSCTP est une stratégie pluriannuelle à différents volets destinée à combattre l'extrémisme violent et à marginaliser les organisations terroristes en renforçant les capacités de lutte antiterroriste de chaque pays et au niveau régional, en améliorant et en institutionnalisant la coopération entre les agences de sécurité et de renseignement de la région, en favorisant la gouvernance démocratique et en discréditant l'idéologie terroriste.

Les objectifs ultimes de cette initiative sont de renforcer les capacités locales des gouvernements du pan-Sahel (Mauritanie, Mali, Tchad et Niger, ainsi que le Nigeria, le Sénégal et le Burkina Faso) ; de relever les défis posés par les organisations terroristes au trans-Sahara ; et de faciliter la coopération entre ces pays et leurs partenaires américains au Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie).

Par Adil Dekkaki pour Magharebia

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

عقد الزواج

يسعد الجمعية الإسلامية لشمال مونتريل أن تقدم للجنسية المغربية خاصة
والإسلامية عامة خدمة إبرام عقد الزواج حسب الشريعة الإسلامية.
و تحيطكم الجمعية عندما أن هذا العقد معترف به من طرف الحكومة المغربية
و مصالح القنصلية العامة المغربية بمونتريل

للمزيد من المعلومات الرجاء الاتصال بالأخ عمر
(514) 325-7322
العنوان: مسجد نور الإسلام
4875, Rue Amiens, Montréal-Nord, (Angle Amiens/Drapeau)

ACTE DE MARIAGE

L'Association Musulmane de Montréal-Nord est heureuse d'offrir à la
Communauté Marocaine en particulier, et Musulmane en général, le service
de délivrance de *L'acte de mariage musulman.*

L'acte délivré est reconnu par le Gouvernement du Québec et par le
Consulat Général du Maroc à Montréal.

Pour Informations et Rendez-vous
M. Omar : (514) 325-7322
Adresse : Mosquée Nour Al-Islam, 4875, Rue Amiens, Montréal-Nord
(Angle Amien/Drapeau)

Pour en savoir plus sur l'Association Musulmane de Montréal Nord (AMMN), visitez le site WEB <http://www.ammn.org>